

# La nouvelle fatigue culturelle

Depuis les années 1960, le Québec a vu des progrès spectaculaires se réaliser. Mais cette période majeure de notre histoire est bel et bien terminée. Une nouvelle ère s'ouvre devant nous, plus trouble et difficile, au cours de laquelle, plus que jamais, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes.

NICOLAS LANGELIER

**FRANÇOIS LEGAULT SE RENDAIT** à une réunion de son caucus, fin janvier, quand un journaliste l'a questionné sur la décision d'Amazon de fermer ses sept entrepôts québécois, annoncée ce matin-là. Le géant américain préférerait renoncer à ses couteux investissements immobiliers plutôt que d'avoir à négocier avec des travailleurs syndiqués.

Dehors, bien au-delà des murs de l'Assemblée nationale, des hommes et des femmes étaient étendus dans les couloirs du métro de Montréal, les ploutocrates venaient de s'installer à la Maison-Blanche, Los Angeles brûlait, la Terre était plus chaude qu'à n'importe quel point des 11 700 dernières années—et peut-être même depuis la période interglaciaire de l'Éémien, il y a 120 000 ans.

Mais notre premier ministre, pour toute réponse, a choisi d'y aller de l'un de ces traits d'esprit dont il a le secret. «Un, le Canadien a encore gagné. Deux, je n'ai pas bu de jus d'orange ce matin», a-t-il lancé avec bonhomie, sans prendre le temps de s'arrêter.

Plus tard dans la journée, après avoir eu quelques heures pour réfléchir à son affaire, François Legault a eu une nouvelle chance de donner une réponse de l'État québécois aux agissements d'Amazon. Il aurait pu, par exemple, rappeler que le droit de représentation collective des travailleurs est l'un des socles de notre conception moderne de l'économie. Il aurait pu souligner que les mouvements sociaux, dont les syndicats, ont été l'un des fondements de la Révolution tranquille, l'une de nos plus grandes fiertés collectives. Il aurait pu, à tout le moins, manifester de l'empathie à l'endroit des près de 2 000 employés qui venaient de perdre leur emploi.

Le barrage hydroélectrique de Manic 5.

Il s'est plutôt contenté de dire qu'«Amazon, c'est une compagnie privée, et c'est une décision d'affaires d'une compagnie privée».

Je ne veux pas faire trop de cas de cette histoire, qui n'est qu'un autre exemple de l'absence de réel souci pour la justice sociale, de la part de celui qui se plaît à se proclamer «chef de la nation québécoise». Depuis son arrivée au pouvoir en 2018, la Coalition avenir Québec nous a habitués à ces situations où les besoins des grandes entreprises et de leurs actionnaires passent avant ceux des citoyens, surtout les plus vulnérables.

Mais je la relate ici, cette histoire, parce qu'elle est un indice assez clair de ce qui attend le travail commencé avec la Révolution tranquille. La mise en place d'un projet de société visant à «donner un nouveau sens à la vie commune», pour le dire comme le sociologue Fernand Dumont, reposant sur un réaménagement de la société civile et un remaniement en profondeur de nos institutions «dans l'anticipation d'un nouvel espace public»: ce travail colossal, fondamental pour notre identité collective moderne, ne sera jamais achevé, a même déjà été abandonné, et il est urgent que nous en prenions conscience afin de commencer à penser notre vie en conséquence.

\*  
\* \*

L'argent aura gagné, à la fin. Il aura eu raison des écosystèmes et des ressources de notre planète, comme des idéaux d'équité et de justice sociale que nous avons tenté de poursuivre, depuis les Lumières.

L'argent des milliardaires et des multinationales, mais aussi le nôtre, «contribuables» et petits épargnants qui avons

exigé nos baisses d'impôts et notre croissance annuelle de l'économie et notre 7% de rendement sur nos fonds de placement. L'argent, aussi, que nous avons tenu à économiser sur nos cuisses de poulet et nos manteaux d'hiver et nos rouleaux de papier collant, question d'être en mesure de nous offrir toujours plus de confort et de merveilles.

Pendant un long moment, après la Deuxième Guerre mondiale, un ensemble d'institutions nous ont protégés des pires excès de l'argent : un État fort et vigilant, une presse indépendante et des médias publics bien financés, le milieu universitaire, le mouvement syndical. Mais toutes ces institutions ont vu leur pouvoir s'amenuiser graduellement, au cours des dernières décennies, jusqu'à devenir impuissantes comme contrepoids au capital tout puissant. Et il est difficile d'imaginer qu'elles existeront encore, à la fin du présent siècle.

La grande tragédie est que cette érosion aura été en grande partie cautionnée voire facilitée, par la gauche elle-même. Mais pas la gauche qu'on qualifie encore de *radicale*—celle-là a multiplié les avertissements depuis 50 ans, mais il y a presque aussi longtemps qu'on ne l'écoute plus. C'est l'autre gauche, la gauche «rationnelle», «moderne», qui nous a accompagnés sur le chemin de la corporatisation du monde. Celle qui a gouverné, signé les traités de libre-échange et permis le démantèlement graduel de l'État, au nom de l'efficacité et du pragmatisme. Celle qui est devenue ministre de l'Environnement d'un État pétrolier, plutôt que de combattre le lobby des pétrolières.

Déjà, il y a plus de 15 ans, le journaliste Chris Hedges notait comment ces accommodements graduels avaient eu pour conséquence d'intégrer les progressistes à la structure technocapitaliste, alors qu'ils auraient dû travailler à la démanteler. «Cela a provoqué à gauche un vide idéologique, et a cédé à l'extrême droite le vocabulaire de la rébellion», écrivait-il dans *Death of the Liberal Class*. C'est sur ce vocabulaire que Donald Trump a basé son retour au pouvoir, et que Pierre Poilievre construit sa montée.

En général, la gauche a préféré rediriger son militantisme vers la sphère de l'identité individuelle : les mots et les pronoms que nous utilisons, la diversité de nos comités éditoriaux et jurys de pairs et facultés, les cours d'éducation sexuelle de nos enfants. Des luttes pas inutiles, mais qui auront eu pour conséquence de laisser l'économie aux mains de ceux pour qui l'accumulation de richesse était la priorité.

L'union des ultrariches et des courtiers du pouvoir politique a engendré une nouvelle aristocratie qui considère la planète et ses habitants comme de simples variables dans ses calculs de profit. Si le 20<sup>e</sup> siècle a été celui de la démocratie (aussi superficielle ait-elle pu être en général), le 21<sup>e</sup> est déjà celui de la ploutocratie. L'attitude de soumission

du gouvernement du Québec dans l'affaire Amazon n'en est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Ces mêmes hommes (et ce sont bien des hommes) qui sont responsables de notre horrible gâchis environnemental sont aussi ceux qui ont le plus à gagner de l'aggravation d'une situation déjà désespérée. L'incapacité de l'État à agir pour le climat et la montée de l'autoritarisme ploutocratique sont indissociables. L'effondrement climatique alimente l'effondrement systémique : chaque sécheresse, chaque inondation, chaque incendie réduit la résilience de la société, renforçant le pouvoir de quelques riches, tandis que le reste d'entre nous devra lutter pour sa survie.

Le travail entamé avec la  
Révolution tranquille ne  
sera jamais achevé et il  
est urgent que nous en  
prenions conscience afin  
de commencer à penser  
notre vie en conséquence.

Ce à quoi nous allons assister, c'est l'éradication totale de tous les obstacles à l'accumulation des profits, y compris les réglementations, les lois et les taxes. Ce système génère ses revenus en imposant des loyers, en érigeant des péages pour chaque service essentiel à la vie. Une part toujours plus grande de nos ressources se retrouvera dans les poches des plus riches.

À terme, tout le monde y perdra, bien sûr. L'accumulation incontrôlée de richesse et de pouvoir par une oligarchie dirigeante a toujours sonné le glas des empires comme des républiques. Les princes marchands de Venise, l'élite esclavagiste de Carthage et les autocrates du conseil d'administration de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales ont tous fini par s'écrouler sous le poids de leurs excès. Et ça, c'était avant l'effondrement climatique de l'Anthropocène : aucun bunker en Nouvelle-Zélande, aucun mégaranch au Montana ne pourront préserver bien longtemps nos seigneurs de Silicon Valley et nos barons des énergies fossiles des troubles sociaux et écologiques qui nous attendent.

\*  
\* \*

Dans tout cela, il reste un Québec contemporain, c'est sémantiquement inévitable. Mais que reste-t-il du Québec *moderne* ?

Des grands chantiers entrepris dans les années 1950 et 60, il ne subsiste aujourd'hui que le développement économique et la laïcité—cette dernière ayant cependant vu son sens changer de manière fondamentale, passant essentiellement de la séparation entre l'État québécois et l'Église catholique à une chasse aux rites et signes religieux musulmans. Les autres chantiers ont été abandonnés en cours de route ou sont en voie de l'être : la création d'un État-providence interventionniste, le développement d'une fonction publique professionnelle, l'émancipation des Québécois francophones, le progrès social en général.

En éducation, en financement politique, en culture, dans la nature du projet souverainiste et notre conception même de la nation, on perçoit une grande lassitude, voire, à bien des égards, l'envie de renverser certains des acquis (croyait-on) des six ou sept dernières décennies.

Ici comme ailleurs, évidemment, l'heure n'est plus aux utopies depuis longtemps. Mais il y a une fatigue particulière qui semble s'être emparée des Québécois.

Ceux-ci avaient tenté quelque chose, avec leur soutien enthousiaste à la CAQ (74 députés sur 125 en 2018, et 86 en 2022). Ils avaient donné une chance à un parti qui promettait de faire de la politique autrement et de sortir des ornières des «vieux partis». On a vu le résultat : possiblement les pires gouvernements québécois depuis 70 ans, et même pas la grâce d'avoir fait les choses autrement. Ou en tout cas, pas dans le bon sens : on pense entre autres au financement politique, dont l'assainissement avait été l'un des grands chantiers de la Révolution tranquille et que la CAQ a trouvé de nouvelles manières de bafouer, par exemple avec ces cocktails de financement donnant un accès privilégié à des ministres.

Le probable retour au pouvoir du Parti québécois, l'automne prochain, après une longue traversée du désert, donne aussi l'impression d'un Québec qui manque de souffle, d'idées et d'ambition. Parce que le PQ de 2025 n'est pas celui de 1975, faut-il le rappeler. Le parti de René Lévesque—un progressiste qui s'est toujours méfié du nationalisme—est devenu un parti néoconservateur.

Pendant ce temps, dans la capitale fédérale, Justin Trudeau quitte le pouvoir dans le désintérêt populaire, laissant derrière lui un bilan qui n'est pas à la hauteur des ambitions que son équipe et lui avaient laissées miroiter, en 2015.

Et au-delà de tout ça, il y a nos finances publiques en mauvais état, nos infrastructures mal entretenues, nos écoles et nos garderies, nos listes d'attente de toutes sortes,

la fascisation de nos voisins du Sud, la crise climatique qui semble s'aggraver de semaine en semaine, l'espoir d'un monde plus juste et pacifique qui nous a été arraché, même si nous avons tout pour y arriver : il y aurait de quoi être dans une maudite belle colère.

Mais aucune insurrection ne viendra, aucune révolution n'est à espérer à court ou moyen terme. Une profonde fatigue s'est installée, depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, un état de défaite culturelle—au sens premier du terme—où les citoyens oscillent entre la résignation et l'évitement.

Et les pires personnes ont profité de cette fatigue pour préparer leur prise de contrôle du monde.

\*  
\* \*

En mai 1962, Hubert Aquin publiait dans *Liberté* un essai où il faisait état de ce qu'il décrivait comme la «fatigue culturelle» du Canada français. C'était une réponse à un autre essai, «La nouvelle trahison des clercs», signé le mois précédent par Pierre Elliott Trudeau dans *Cité libre*, une autre revue d'idées (c'était une autre époque).

Trudeau, dans son texte, mettait en garde les Québécois contre le nationalisme, son émotivité dangereuse et les risques de conflits qui en résultaient. Au «nationalisme tribal», écrivait-il, il valait mieux préférer «l'idée civilisatrice du pluralisme polyethnique».

La réponse d'Aquin était plus complexe et nuancée que ce qu'on en a généralement retenu, mais il reste qu'il rejetait la vision trudeauiste d'un universalisme «édifié sur le cadavre des cultures nationales». Le nationalisme ne menait pas nécessairement au repli identitaire, disait Aquin : il était possible d'envisager l'établissement d'un État québécois qui, plutôt que sur «le principe de l'origine ethnique (la race, comme on disait encore il y a vingt-cinq ans)», reposerait sur «l'appartenance à un groupe culturel homogène dont la seule spécificité vérifiable» serait l'usage du français.

Vu depuis 2025, il est intéressant de noter que ces deux visions semblent aussi épuisées l'une que l'autre.

Le rêve d'un nationalisme civique a porté le mouvement indépendantiste québécois durant cinq décennies. Mais à partir de la cuisante défaite d'André Boisclair en 2007, le PQ a cédé le gouvernail à son aile nationaliste conservatrice. Sous Pauline Marois et Jean-François Lisée, le *nous* est réapparu dans le discours nationaliste, et il est clair que ce *nous* est bien davantage ethniquement canadien-français que québécois au sens où Aquin et les autres néonationalistes des années 1960 avaient pu l'entendre. Paul St-Pierre Plamondon n'a fait que consolider cette tendance depuis qu'il est devenu chef du PQ en 2020, et c'est ainsi que des figures comme l'agitateur Mathieu Bock-Côté, le sociologue Jacques Beauchemin

et l'historien Éric Bédard sont devenus les piliers intellectuels du parti.

Officiellement, le PQ garde la porte ouverte aux Québécois d'autres origines culturelles qui voudraient se joindre à la cause (l'éventuel référendum sera serré, on aura besoin de tous les votes), mais on sent bien que le projet de pays a une dimension ethnique qu'il n'avait pas eue depuis les beaux jours de Lionel Groulx. Tendez l'oreille et vous entendrez de manière de plus en plus insistante ce type de discours que le journaliste Jean-Charles Harvey—l'un des grands précurseurs de la modernité québécoise—appelait avec mépris le « cri de race ».

Les partisans du nationalisme civique se retrouvent plutôt du côté de Québec solidaire, en 2025. Et on sait comment ça va pour Québec solidaire.

Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que les Québécois ont pour autant embrassé l'autre option considérée par Aquin et Trudeau, soit le projet postnational canadien. Même si l'option souverainiste stagne à 37 % dans les sondages, le désir légitime des Québécois francophones de maintenir leur culture les a toujours rendus très réticents à adhérer à un fédéralisme susceptible de donner à leurs villes le visage de Mississauga ou de Surrey. Et ils savent bien qu'ils sont toujours discriminés, malgré les rêves de Trudeau—et de ses collègues de *Cité libre* Jean Marchand et Gérard Pelletier—d'un appareil gouvernemental fédéral où le mérite serait le seul déterminant du succès.

Elle vient en bonne partie de là, la fatigue systémique qui afflige et paralyse les Québécois. Pris, comme les générations précédentes, entre les désirs difficiles à concilier de maintenir une identité nationale forte tout en manifestant une ouverture à la pluralité culturelle et à la diversité des sociétés modernes, ils font aussi face à un monde où—pour reprendre les mots d'une Mylène de Pierrefonds dont le père a travaillé à la construction du premier symbole physique du Québec moderne, le barrage de la Manicouagan—« plus rien n'a de sens, plus rien ne va ».

\*  
\* \*

« Une nation comme la nôtre vaut-elle la peine d'être continuée ? », demandait Fernand Dumont dans *Raisons communes*, il y a 30 ans.

La vaste majorité des Québécois répondraient encore oui à cette question. La grande interrogation, évidemment, tourne autour de la nature de ladite nation.

Ce qui manque cruellement, dans le discours des néo-conservateurs, ce sont des détails sur ce qui distingue la nation québécoise, au juste, à part l'origine ethnique de ses membres. On cherchera en vain ce qu'il y a de spécifiquement

québécois, par exemple, dans les « valeurs » mises de l'avant dans l'attestation de connaissance imposée par la CAQ à quiconque fait une demande d'immigration: la démocratie, l'égalité hommes-femmes, le droit de vivre dans un environnement sain, etc.

Il n'y a pas de réel projet collectif, derrière ce nouveau (vieux) mouvement nationaliste.

De manière inattendue, pour une société qui se dit justement fière de sa laïcité, notre héritage catholique recommence même à être cité parmi les éléments caractéristiques de notre nation. Ainsi François Legault, de passage à Paris à la fin de l'année dernière pour assister à la cérémonie de réouverture de la cathédrale Notre-Dame, nous a enjoint d'être fiers de « notre tradition catholique ». « Il faut s'en souvenir, ça fait partie de ce qu'on est », a-t-il déclaré aux médias. Il faisait ainsi écho à plusieurs figures de la droite nationaliste, comme Christian Rioux et Mathieu Bock-Côté, qui, à l'instar de leurs homologues français, voient dans le catholicisme un rempart contre les musulmans et les étrangers en général. Étrangement, le fait que les Québécois aient rejeté l'Église catholique durant les années 1960 et ne manifestent aucune envie de retourner sur les bancs d'église ne semble pas compter dans leurs exhortations.

Le Musée national de l'histoire du Québec, dont la création a été annoncée l'an dernier par François Legault, semble aussi en voie d'être conçu à travers le prisme néoconservateur. Éric Bédard, nommé commissaire, a initialement indiqué que l'histoire du Québec qui y sera racontée n'inclura pas les Autochtones, parce que « l'histoire commence à l'écriture, et avant l'histoire, c'est la préhistoire ». Il a dû corriger sa position par la suite, mais c'était une déclaration extrêmement péjorative à l'endroit des Autochtones—réduits ici à l'état de peuple préhistorique et exclus d'emblée de la nation québécoise—qui témoigne aussi d'une vision étonnamment vieillotte de la science historique.

Si le grand projet culturel de la modernité québécoise aura été—comme Dumont l'avait prédit à l'aube de celle-ci, en 1959—de « combler un vide spirituel, cette distance entre ce que nous avons été et ce que nous sommes », il faut bien conclure que ce projet aboutit aujourd'hui dans une impasse.

\*  
\* \*

Ce retour du nationalisme ethnique est loin d'être propre au Québec, on le sait. Un peu partout, on voit se répandre un discours d'exclusion qui avait été impensable depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. De plus en plus de dirigeants profitent des crises actuelles pour renforcer les frontières, désigner des coupables et promouvoir des agendas protectionnistes et autoritaires.

Dans un livre paru l'an dernier, le sociologue nord-irlandais Richard Seymour donne un nom à ce phénomène : «nationalisme du désastre». La pandémie, l'inflation, l'immigration massive, les frustrations liées à l'ère néolibérale et la faiblesse des mouvements de gauche ont favorisé le développement de ce nationalisme revanchard et souvent violent qu'on peut voir se manifester dans des pays aussi différents que les États-Unis, l'Inde, le Brésil, les Philippines, la France et Israël.

Le nationalisme du désastre prospère sur le profond malêtre accumulé à l'ère du libéralisme triomphant, tout en le manipulant. Il a radicalisé le racisme, l'autoritarisme, le sadisme et la paranoïa déjà présents. Et bien qu'il lutte contre des catastrophes fantasmées, il le fait dans un monde où les catastrophes réelles—récessions, incendies de forêt, inondations, tsunamis, pandémies—deviennent de plus en plus fréquentes et meurtrières.\*

Le remède consisterait à ramener la société à un état plus pur, harmonieusement hiérarchisé. Cette tendance est annoncée depuis longtemps par des spécialistes de la crise climatique : devant les difficultés à venir se développe une approche de l'identité nationale basée sur la loi du plus fort où les citoyens sont bien décidés à assurer leur place dans le radeau de sauvetage. Une pulsion qui nous incite à réduire de plus en plus nos cercles d'empathie, et à rechercher la protection de notre tribu.

Les ultrariches financent ce nationalisme renaissant, qui constitue la distraction parfaite pour masquer l'augmentation exponentielle de leurs fortunes. Le discours *America First* de Trump cache un programme de dérégulation et de réductions fiscales qui profitera aux ploutocrates. En Europe, des partis d'extrême droite financés par des groupes de réflexion opaques font des immigrés des boucs émissaires tout en rejetant toute taxe sur la fortune. En Inde, le mouvement hindutva, financé par des oligarques comme Gautam Adani, combine nationalisme religieux et privatisation sauvage.

Ces guerres culturelles fabriquées garantissent que les classes populaires s'entredéchirent pendant que les puissants pillent les ressources communes. Ce stratagème est ancien : les patriciens de Rome ont attisé les tensions ethniques pour justifier l'extension de leurs immenses exploitations agricoles, et dans l'Angleterre des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, les riches propriétaires terriens ont fomenté des tensions sociales afin de privatiser toutes les terres communes (et d'inventer le capitalisme). Aujourd'hui, les élites exploitent

les crises migratoires pour détourner l'attention des paradis fiscaux et de l'indécence grotesque de leurs fortunes.

À mesure que la situation sociale, économique et écologique ira en s'aggravant, on cherchera des coupables avec de plus en plus d'insistance et de moins en moins de rationalité. Des «étrangers» seront blâmés et persécutés, puis on cherchera à les faire disparaître du territoire national. La violence étatique, jamais très loin de la surface même en des périodes qui nous semblent aujourd'hui bien tranquilles, pourra alors s'exprimer au grand jour.

\* \* \*

On n'en est pas là au Québec, pas encore. Mais des tentations similaires sont là, chez bien des penseurs et dirigeants de la droite nationaliste d'ici.

Paul St-Pierre Plamondon contribue à diffuser des informations trompeuses de la droite américaine pour mieux soutenir sa croisade contre le «wokisme». Mathieu Bock-Côté invite ses lecteurs du *Journal de Montréal* à voir les bons côtés de Trump, comme sa lutte au «wokisme», aux immigrants et aux minorités de genre. Stéphan Bureau, ancien chouchou du journalisme québécois devenu militant antiwokisme et intello-MAGA, diffuse des théories conspirationnistes et de la propagande russe, tout en invitant à son balado à Qub des gens comme Marion Maréchal, petite-fille de Jean-Marie Le Pen et figure bien connue de l'extrême droite française, et Vincent Coussedière, collaborateur au pamphlet d'extrême droite *Valeurs actuelles* et candidat du Rassemblement National l'an dernier. La théorie conspirationniste et islamophobe du «grand remplacement» se retrouve dans les chroniques de Christian Rioux et les commentaires de lecteurs du *Devoir*.

## Le « cri de race » se fait entendre à nouveau, au Québec.

Et cela, ce n'est que la pointe grand public de l'iceberg identitaire. Une petite plongée sous la surface vous mettra en contact avec tout un écosystème de groupuscules qui n'hésitent pas à employer un langage ouvertement raciste et une esthétique souvent fasciste, voire carrément nazie. Les ignorer en les réduisant à de petits groupes de jeunes hommes désœuvrés serait non seulement oublier les leçons des années 1920 et 30, mais aussi l'histoire toute récente : de la marche aux flambeaux de Charlottesville aux saluts nazis

\* Traduction libre.

## L'histoire se répète, et une nouvelle résistance doit s'organiser, dans le monde réel.

de l'homme le plus riche de la planète, à peine sept années se sont écoulées.

Le « cri de race » se fait entendre à nouveau, au pays du Québec, et sur certaines pages Facebook vous trouverez de beaux montages à la gloire de Lionel Groulx.

\*  
\* \*

Cela ne laisse présager rien de bon. Le monstre à trois têtes de la ploutocratie, de l'effondrement climatique et du tribalisme renaissant se prépare à dévorer les derniers vestiges de la gouvernance démocratique.

Nos élites savent bien que nous n'arriverons même plus à entretenir les infrastructures que nous avons déjà, au propre comme au figuré, et ont choisi de tout miser sur leur intérêt personnel. Si le message n'avait pas encore été compris, à travers les dernières décennies de néolibéralisme et de désengagement graduel mais irrémédiable de l'État, il est désormais clair comme de l'eau (privatisée) : nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes.

Oui, résistons. Boycottons ce qui doit l'être, votons pour ceux qui méritent notre appui, manifestons contre ce qui doit être dénoncé. Mais ne nous attendons pas à ce que cela change de manière fondamentale le cours des choses. Dans l'Intro du tout premier numéro de *Nouveau Projet*, je reproduisais une citation de Chris Hedges qui me semble tout aussi pertinente, 13 étranges, confuses, brutales années plus tard :

Nous devons continuer à résister, mais avec la conscience pénible qu'aucun changement significatif ne se produira sans doute au cours de notre vie. Cela rend la résistance plus difficile encore. Mais renoncer aux actes de résistance signifierait une mort spirituelle et intellectuelle. Ce serait se rendre à l'idéologie déshumanisante du capitalisme totalitaire. Les actes de résistance gardent vivante une autre trame narrative, soutiennent notre intégrité et donnent à d'autres, que nous ne rencontrerons sans doute jamais, la force de se lever à leur tour et de porter le flambeau que nous leur transmettrons. Aucun acte de résistance n'est vain.\*

L'heure n'est plus à la construction. Notre tâche à nous, pour le reste du 21<sup>e</sup> siècle, sera plutôt de nous atteler à un projet qui s'annonce beaucoup plus près d'une nouvelle forme du

long « hiver de la survivance » que de celui de la modernité, quand rêver était encore de mise.

Devant un changement d'époque aussi radical, il est tentant de se demander ce qu'il nous réserve. Mais une meilleure question serait peut-être : que pouvons-nous attendre de nous-mêmes ? Une résistance un tant soit peu significative ne pourra venir que si nous arrivons à transcender notre fatigue et à transformer notre désenchantement en actions concrètes.

\*  
\* \*

En 2017, à la suite de la première élection de Donald Trump, l'historien américain Timothy Snyder a publié un court essai, *On Tyranny*, qui devrait être une lecture obligatoire, pour qui veut se préparer à la fascisation du monde.

« Soyez un patriote », stipule l'avant-dernière injonction de Snyder. « Le président est un nationaliste, ce qui n'est pas du tout la même chose qu'un patriote », écrit-il.

Un nationaliste encourage nos pires instincts en nous répétant que nous sommes les meilleurs [...]. Un patriote, en revanche, souhaite que la nation soit à la hauteur de ses idéaux, ce qui implique de nous demander d'être la meilleure version de nous-mêmes. Un patriote doit se préoccuper du monde réel, qui est le seul endroit où son pays peut être aimé et soutenu. Un patriote a des valeurs universelles, des critères selon lesquels il juge sa nation, lui souhaitant toujours du bien—tout en espérant qu'elle fasse mieux.\*

Est-ce un hasard si plusieurs historiens conservateurs québécois ont cherché à minimiser, voire même à dénigrer, le projet et l'héritage des patriotes des années 1830 ? Profondément moderne, ce projet était porté par des idéaux de liberté et d'égalité. Il visait aussi à promouvoir une acceptation large et pluraliste de la nation, allant bien au-delà des seuls Canadiens français et catholiques.

L'échec des rébellions a plongé le Québec, pour un long siècle, dans un conservatisme frileux et cédé le pouvoir à des dirigeants qui, dans les mots de Gérard Bouchard,

ont introduit l'intolérance, la xénophobie ; ils se méfiaient de la démocratie, se montraient insensibles aux inégalités sociales croissantes et, tout en jurant fidélité à l'admirable « petit peuple », ils veillaient à le priver des moyens

de son émancipation. Heureusement, une résistance s'est vite organisée.

L'histoire se répète, et une nouvelle résistance doit s'organiser, dans le monde réel.

À propos de la tyrannie, Timothy Snyder écrit qu'«un nationaliste dira que ça ne peut pas arriver ici, ce qui est le premier pas vers la désastre. Un patriote dira que cela peut se produire ici, mais que nous allons l'arrêter».

\*  
\* \*

La revue scientifique *Ornithology* rapportait récemment une étude étonnante : une colonie de colibris a été découverte dans les hautes Andes de l'Équateur. C'est la première fois que l'on observait une communauté de cet oiseau, considéré comme l'un des plus agressifs du royaume aviaire. L'hypothèse avancée par les chercheurs pour expliquer ce changement de comportement est de nature environnementale : face à des conditions difficiles, ces colibris auraient délibérément choisi de vivre en groupe plutôt que de nicher seuls. «Soit vous vous unissez, soit vous périssez», a résumé l'un des auteurs de l'étude.

En 1962, au milieu des vigoureux débats d'idées et des révolutions armées, Hubert Aquin a choisi de conclure «La fatigue culturelle du Canada français» sur un thème un peu inattendu : l'amour. Reprenant les mots du théologien jésuite—et spécialiste de l'évolution—Pierre Teilhard de Chardin, il nous rappelait que l'amour n'est pas seulement une émotion, mais l'énergie fondamentale de la vie, le médium à travers lequel l'évolution progresse.

Mobilisé durant la Première Guerre mondiale, Teilhard de Chardin avait refusé d'être aumônier militaire, une assignation sûre, acceptant plutôt le rôle de brancardier dans une unité d'infanterie. Sa bravoure dans des boucheries comme Ypres et Verdun lui a valu l'admiration de ses camarades, la médaille militaire et la Légion d'honneur. «A fait preuve de la plus grande abnégation et d'un mépris absolu du danger», disait l'une de ses citations pour mérite.

Communauté, amour, courage : c'est une autre triade que l'on peut choisir d'opposer à notre monstre à trois têtes.

Un amour au-delà de l'espoir, fait de solidarité et d'entraide, et qui n'est pas conditionné par l'atteinte de quelconques résultats. Un engagement actif et radical dans la vie, même en plein effondrement systémique, enraciné non pas dans l'optimisme, mais dans une foi qui n'exige pas de fin heureuse.

Françoise David, dans un texte publié récemment dans *Le Devoir*, nous invitait à résister de la seule manière qui soit

vraiment à notre portée : un engagement à l'égard du bien commun et un avenir meilleur, même si l'un comme l'autre sont loin d'être assurés.

Engageons-nous dans des organismes communautaires, syndicaux, écologistes, féministes, antiracistes. Soutenons celles et ceux qui se battent pour l'avenir de la prochaine génération, Mères au front ou les éducatrices en CPE, par exemple. Donnons du temps dans notre communauté. Opposons au défaitisme une mobilisation sociale et politique nationale, rassembleuse et forte.

Dans un contexte de nationalisme du désastre, d'aliénation capitaliste et de crises multiples et exponentielles, l'engagement émerge comme une contreforce—une opposition à la peur, à la paranoïa, à l'isolement et au ressentiment qui alimentent les forces réactionnaires. Il devient un acte de résistance à la fatigue. Les organismes et associations, les mouvements sociaux, les initiatives locales représentent une voie de rechange à l'inévitabilité d'un monde déshumanisé.

La vie associative, la dé-atomisation, est l'antidote au totalitarisme, écrivait récemment Mark Greif dans *n+1*. «Dans une période de tentation vers le mal, ou vers le pire, l'association est ce qui permet aux gens de trouver le courage de refuser, et la position pratique pour le faire.»

Finalement, qu'auront souhaité les bâtisseurs et les bâtisseuses du Québec moderne, sinon de transmettre—par des principes de vie et d'action, par des chantiers et des institutions—tout l'amour que leur foi leur demandait de manifester à leurs concitoyens ?

Poursuivre ce travail, dans le mépris absolu du danger, et inventer de nouvelles formes de vie collective ancrées dans le soin et la coopération : voilà qui devrait être notre projet collectif, pour les décennies à venir.

Et si elle se trouvait là, la véritable chance de combler la distance entre ce que nous avons été et ce que nous sommes ? ●

*Saint-André-de-Kamouraska, 24 février 2025*